

Le vote « contre l'immigration de masse » au Tessin

Andrea Pilotti, Oscar Mazzoleni

# Crises économiques et identitaires qui mènent à l'opposition.

Alors que le 9 février 2014 au niveau national l'initiative « contre l'immigration de masse » a récolté un soutien à peine supérieur à 50 % (50,3 %), la proposition UDC a été approuvée par plus de deux tiers des votants tessinois (68,2 %). La proportion de Oui au Tessin a été sans égal dans une comparaison avec les autres cantons suisses. Le vote tessinois reflète une fois de plus une singularité du canton italophone dans le contexte national sur les thèmes de la politique d'immigration et de la politique étrangère affichées depuis les années 1990. L'enquête d'opinion réalisée auprès de 1429 citoyens tessinois par l'Observatoire de la vie politique régionale de l'Université de Lausanne permet de montrer à la fois l'importance du rôle de l'immigration et de l'opposition centre-périphérie dans l'explication du vote.

L'analyse du comportement de vote du Tessin sur les thèmes de l'immigration et de la politique étrangère depuis 1970 permet de distinguer grosso modo deux phases. Dans la première phase, incluant les années 1970 et 1980, le Tessin a été l'un des cantons les plus favorables à une « ouverture » de la Suisse, en approuvant par exemple les accords Suisse-CEE en 1972 ou l'octroi d'un financement de 200 millions de francs en faveur de l'Association internationale du développement en 1976. En 1986, tout en refusant l'adhésion de la Suisse à l'ONU, comme par ailleurs tous les autres cantons, il a néanmoins été parmi ceux qui ont compté la plus forte proportion de partisans (34,5 %), juste après le Jura et Bâle-Ville et carrément plus que Genève. De même, en matière de politique d'immigration, lors de cette première phase, la majorité des votants tessinois s'est souvent opposée à un durcissement de la politique d'immigration et des naturalisations. Ainsi, par exemple, le Tessin a été le canton qui s'est le plus opposé à la première initiative Schwarzenbach en 1970 et un des cantons ayant refusé le plus massivement la deuxième initiative très similaire en 1974 (juste derrière Genève). À partir des années 1990 s'ouvre par contre la

deuxième phase dans laquelle nous assistons à l'émergence et au renforcement d'une véritable « exception » tessinoise lors des votations populaires liées aux thèmes de la politique étrangère et d'immigration. Ce canton fait de plus en plus figure de « cavalier seul » sur ces enjeux, en se distinguant clairement des autres régions linguistiques, d'une part, avec une opposition plus marquée envers toute forme d'intégration européenne ou supranationale de la Suisse et, d'autre part, avec un important soutien au durcissement de la politique d'immigration.

## Le tournant des années 1990

Le tournant des années 1990 est tributaire d'un ensemble de crises et de changements à la fois économiques et politiques qui touchent le Tessin. Le canton italophone doit faire face à la crise la plus importante depuis des décennies. La crainte induite par cette crise – qui s'étend sur les années 1990 et 2000 – est alimentée entre autres par le retour d'un important taux de chômage et la précarité, une redéfinition des politiques publiques fédérales en phase avec un affaiblissement des soutiens aux régions périphériques et à une logique de compétition globale. L'impact de la crise et des réponses à celle-ci est d'autant plus important que le Tessin est structurellement l'un des maillons faibles de la construction fédérale, étant le seul canton exclusivement de langue italienne, le seul situé entièrement au Sud des Alpes et qui n'était sorti que récemment d'une histoire séculaire de pauvreté et d'émigration. À la croissance du canton italophone avaient largement contribué l'émergence de l'Etat providence et les « Trente Glorieuses » qui avaient favorisé, par ce biais, une consolidation de l'intégration nationale du Tessin. Par contre, les effets des processus de globalisation et les réorientations de la politique fédérale contribuent à faire de la position historiquement périphérique un enjeu politique majeur dans ce canton, à la croisée d'enjeux économiques et identitaires. Ainsi, l'émergence de la crise ouvre, après plusieurs décennies de stabilité politique, une opportunité inédite pour la naissance d'un mouvement régionaliste, la Ligue des Tessinois, qui saura ensuite tirer politiquement et durablement profit de la situation dans l'arène électorale, mais également à travers des mobilisations intenses lors de campagnes pour les

initiatives et les référendums sur les questions migratoires et de politique étrangère.

La crise, ses conséquences sur le plan socio-économique et identitaire, ainsi que le rôle politique de partis tels que la Ligue des Tessinois, ont contribué au tournant du Tessin lors de différents scrutins touchant aux questions de l'intégration européenne, des réfugiés et des étrangers. Dans les années 2000, ces enjeux vont par ailleurs s'articuler avec un autre changement d'envergure, c'est-à-dire l'impact de la libre circulation des personnes qui va renforcer considérablement à la fois l'intégration et les tensions entre le Tessin et la Lombardie sur le plan socio-économique et politique. L'intégration du marché du travail devient un véritable enjeu politique au Tessin, entre ceux qui la perçoivent comme une opportunité et ceux qui en voient le risque en termes de compétition accrue. Ainsi, la politique fédérale d'« ouverture » devient une arène par excellence où s'exprime cette polarisation autour des changements et de l'affaiblissement des frontières. Le vote du 9 février 2014 sur l'initiative « contre l'immigration de masse » ne fait que s'inscrire dans cette même logique. Cela ne signifie pas pourtant que les immigrés en général deviennent la cible de la majorité des Tessinois.

### La peur d'une émargination fédérale

Les résultats d'une enquête d'opinion réalisée dans les jours suivant le scrutin auprès de 1429 citoyens tessinois par l'Observatoire de la vie politique régionale de l'Université de Lausanne révèlent que plusieurs facteurs ont influencé le vote très favorable des Tessinois à l'initiative UDC (socio-économiques, politiques et identitaires). A côté de facteurs du vote qui ne sont vraisemblablement pas propres au Tessin, l'enquête a confirmé l'importance de la tension centre-périphérie qui avait déjà été observée à l'occasion d'autres votations fédérales, comme par exemple lors du référendum du 25 septembre 2005 sur l'extension de la libre circulation des personnes aux dix nouveaux pays de l'Union européenne que le Tessin avait largement refusé (avec la proportion de Non la plus élevée de tous les cantons) (Mazzoleni et al. 2007). Ce dernier vote avait fait émerger toute la force des inquiétudes d'une région périphérique et de frontière face à la compétition croissante entre les territoires. Alors que Bâle-Ville et Genève, deux cantons de frontières ayant largement accepté les accords bilatéraux et refusé l'initiative « contre l'immigration de masse », constituent les pôles économiques incontestables de régions transfrontalières qui tournent autour d'elles, le Tessin ne représente pas un pôle d'attraction comparable et se retrouve directement confronté à la pression de nombreux chômeurs qui vivent dans un pays européen, l'Italie, en grande difficulté, et cela encore plus depuis la crise internationale des années 2008-2009. À cet égard, il existe donc deux différentes manières de percevoir le Tessin. D'un côté, les opposants à l'initiative « contre l'immigration de masse » estiment que le Tessin ne

doit pas avoir peur des nouveaux défis pouvant découler du renforcement des rapports avec l'Italie (et plus particulièrement avec la Lombardie) et se disent convaincus de la nécessité pour le canton d'être plus entreprenant et d'agir de façon plus autonome. De l'autre côté, les partisans de l'initiative UDC perçoivent le Tessin comme une périphérie vulnérable et pour cette raison nécessitant davantage de tutelles de la part de la Confédération. Pour ces votants, qui ont représenté la large majorité des Tessinois, la frontière nationale est ainsi devenue l'expression d'une garantie de bien-être et de protection fédérale.

### Le Tessin n'est pas si hostile envers les migrants

Compte tenu de la polarisation grandissante autour de la frontière – à la fois nationale et régionale – il ne faut pas se surprendre si au Tessin la perception d'un « danger » relevant de la présence d'étrangers, des requérants d'asile, et des frontaliers en particulier, a joué un rôle significatif lors du scrutin du 9 février 2014 (Pilotti & Mazzoleni 2014). Le tableau ci-des-

	Oui	Non	Chiffres absolus
<b>Les étrangers sont une ressource pour la vie sociale et culturelle de la Suisse</b>			
Peu ou pas du tout d'accord	95,0	5,0	159
Assez d'accord	83,0	17,0	657
Tout à fait d'accord	34,0	66,0	376
Total	69,1	30,9	1192
<b>Le bien-être de la Suisse dépend également des étrangers</b>			
Peu ou pas du tout d'accord	97,4	2,6	114
Assez d'accord	85,8	14,2	612
Tout à fait d'accord	38,0	62,0	442
Total	68,8	31,2	1168
<b>Dans le respect de sa tradition humanitaire, la Suisse doit continuer à accueillir les requérants d'asile</b>			
Peu ou pas du tout d'accord	94,8	5,2	251
Assez d'accord	77,1	22,9	568
Tout à fait d'accord	38,8	61,2	371
Total	68,9	31,1	1190
<b>Les frontaliers sont une ressource pour le développement de la Suisse</b>			
Peu ou pas du tout d'accord	93,9	6,1	164
Assez d'accord	78,6	21,4	753
Tout à fait d'accord	28,5	71,5	263
Total	69,6	30,4	1180

Tableau: Initiative « contre l'immigration de masse » du 9 février 2014: relation entre jugement sur les « autres » et choix de vote, en %

Source: Enquête Ovpr-Unil, 2014.

sous en donne une illustration, lorsqu'on constate un écart très net entre les opinions des partisans et des opposants à l'initiative au sujet de quelques affirmations sur les différents groupes de migrants.

Cependant, la majorité des participants à l'enquête, y compris ceux ayant voté en faveur de l'initiative, n'affiche pas à priori une attitude négative envers les migrants. Si l'on considère les chiffres absolus, il s'avère clairement qu'une très large majorité (1033 personnes sur 1192, c'est-à-dire 86,7% de l'échantillon) partage assez ou tout à fait l'opinion selon laquelle « les étrangers sont une ressource pour la vie sociale et culturelle de la Suisse ». De même, l'opinion « le bien-être de la Suisse dépend également des étrangers » n'est contestée que par une faible minorité des votants tessinois interviewés (114 personnes sur 1168, à savoir 9,8% des participants). En ce qui concerne les réfugiés, remarquons que l'opinion « dans le respect de sa tradition humanitaire, la Suisse doit continuer à accueillir les requérants d'asile » est assez ou entièrement partagée par 78,9% des participants à l'enquête (939 personnes sur 1190). Relevons enfin qu'il n'existe pas non plus un préjugé nécessairement négatif envers les frontaliers : seul 13,9% des votants tessinois interviewés (164 personnes sur 1180) affirment peu ou pas du tout partager l'opinion « les frontaliers sont une ressource pour le développement de la Suisse ».

## Le Tessin protège ses frontières

Si ces résultats peuvent en partie surprendre, ils nous suggèrent que l'interprétation qui voudrait les Tessinois plus hostiles que les autres Suisses aux étrangers est peut-être trop schématique. Pour l'instant, la crainte de l'afflux des travailleurs frontaliers ne s'est pas transformée en hostilité ouverte, comme le témoigne l'absence au Tessin de formes de protestation de rue ou de formes violentes contre les immigrés ou les frontaliers. La crainte du changement reste canalisée par les institutions politiques (électorales et référendaires). Par ailleurs, l'expression, dans la presse ou dans les médias sociaux, d'attitudes d'intolérance semble ne pas avoir réussi pour l'instant à s'imposer sur l'opinion majoritaire. En même temps, comme l'a encore une fois montré le vote sur l'initiative Eco-pop en novembre 2014 – où le meilleur score du Oui au niveau suisse a été observée précisément au Tessin – le modèle d'un Etat fédéral et souverain qui, face à la crise et à la perte du bien-être, protège ses périphéries (et donc ses frontières) reste très fortement ancré dans le canton italo-phonique et va probablement marquer les initiatives et les référendums à venir.

### Bibliographie

**Mazzoleni, Oscar, Paola Ferragutti, Mauro Stanga, Andrea Pilotti**, 2007, *L'Europa vista dal Ticino*. Campagne e voto referendario. Bellinzona: Ustat.  
**Pilotti, Andrea, Oscar Mazzoleni**, 2014, *Il voto ticinese sull'iniziativa «contro l'immigrazione di massa» del 9 febbraio 2014*. Lausanne: Travaux de science politique, Université de Lausanne.

## Il voto «contro l'immigrazione di massa» in Ticino

Il Ticino è il Cantone in cui l'iniziativa popolare «contro l'immigrazione di massa» votata il 9 febbraio 2014 ha ottenuto di gran lunga il maggiore consenso. Il Cantone italo-fono conferma così, una volta ancora, la propria singolarità negli scrutini federali su temi della politica migratoria e estera. I risultati del sondaggio d'opinioni rappresentativo svolto dall'Osservatorio della vita politica regionale dell'Università di Losanna presso oltre 1400 cittadini ticinesi mostrano che il sostegno all'iniziativa UDC non va necessariamente di pari passo con un'opinione negativa nei riguardi dei migranti. La scelta di voto rimanda peraltro anche a una visione contrastata del Ticino e in particolare al timore che il Ticino diventi «doppiamente periferico», ossia rispetto a Berna e alla Lombardia.

**Andrea Pilotti**, docteur en science politique, est responsable de recherche à l'Observatoire de la vie politique régionale de l'Université de Lausanne.

**Oscar Mazzoleni**, maître d'enseignement et de recherche en science politique, est directeur de l'Observatoire de la vie politique régionale de l'Université de Lausanne.